

## Anthropologie et Sociétés



**Vie quotidienne en milieu urbain. Actes du colloque de Montpellier (février 1978), Paris, Centre de Recherches d'Urbanisme, " Supplément aux Annales de la Recherche Urbaine ", coll. Recherches et Débats, 1980, 570 p.**

Pierre-André Tremblay

Volume 6, numéro 1, 1982

Idéologies et politiques

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/006071ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/006071ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (imprimé)

1703-7921 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Tremblay, P.-A. (1982). Compte rendu de [Vie quotidienne en milieu urbain. Actes du colloque de Montpellier (février 1978), Paris, Centre de Recherches d'Urbanisme, " Supplément aux Annales de la Recherche Urbaine ", coll. Recherches et Débats, 1980, 570 p.] *Anthropologie et Sociétés*, 6(1), 258–261. <https://doi.org/10.7202/006071ar>

Tous droits réservés © Anthropologie et Sociétés, Université Laval, 1982

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

<https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/>

**Érudit**

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

<https://www.erudit.org/fr/>

**Uli Windisch**

*Pensée sociale, affectivité, symbolisme et efficacité des discours politiques*

Les analyses de l'idéologie sont légions dans les sciences sociales. Un enrichissement de la saisie de cette notion et du problème de l'efficacité de certains discours idéologiques doit, à notre avis, passer par la prise en compte des acquis de certaines disciplines : études sur les mythes, sur le symbolisme, psychanalyse (notion d'affectivité), sociolinguistique et analyse du discours. Le langage est action. Si dire c'est faire, faire faire et faire croire, dire c'est aussi faire aimer et détester en mobilisant et en parasitant la capacité mythique, symbolique et affective, présente dans *toute* société, dans le sens des objectifs politiques poursuivis.

L'exemple choisi est celui du discours des mouvements xénophobes et le matériel empirique consiste en 500 lettres de lecteurs envoyées aux mass-media et en 50 interviews en profondeur.

*The Efficiency of the Political Discourse (of Xenophobes) : Social, Emotional and Symbolic Vectors*

There are a great many analyses of ideologies in the social sciences. In order to grasp better the full meaning of the term and to gauge the efficiency of some ideological discourses, one has to take into account the results already obtained in different fields, such as myth analysis, sociolinguistics, and discourse processing. Language is action. To speak out is to act out, make out, and make believe but it is also to raise love and hatred through drafting and exploiting the mythic, symbolic and affective resources present in all societies in the orientations of their political goals.

As an example, I take the case of the discourse of xenophobic movements in Switzerland. The data consist of 500 letters to the media and of 50 in-depth interviews.

## COMPTES RENDUS

---

*Vie quotidienne en milieu urbain. Actes du colloque de Montpellier (février 1978), Paris, Centre de Recherches d'Urbanisme, « Supplément aux Annales de la Recherche Urbaine », coll. Recherches et Débats, 1980, 570 p.*

Il n'est pas facile de parler de ce recueil de textes. La première raison de cette difficulté tient à l'énormité même du livre : 36 communications originales, auxquelles il faut ajouter 27 « rapports » sur ces communications visant à lancer les débats lors du colloque ; total : 84 auteurs pour 63 textes dont la longueur varie entre 2 et 28 pages. Il ne saurait donc être question d'en rendre compte individuellement. La seconde raison relève de l'intention qui a présidé à l'organisation du colloque. Si on en croit la lettre d'invitation adressée aux participants éventuels par le maître-d'œuvre de la réunion (le Ministère de l'Équipement), le but était moins de décrire des situations particulières que de faire se rencontrer chercheurs et praticiens de l'urbanisme, de faire sortir ceux-ci

des idées reçues et de les provoquer à la réflexion. Le colloque devait d'ailleurs donner lieu à la mise sur pied, au sein de l'appareil administratif, de groupes de réflexion dits « groupes de prospective ». En conséquence, les communications furent écrites par les chercheurs, surtout universitaires; les praticiens (fonctionnaires aménageurs) se chargèrent de la rédaction des rapports. On imagine facilement la suite : la sélection des thèmes du colloque se fait en fonction des *problèmes* rencontrés par la pratique de l'aménagement; les « chercheurs » développent leurs « cas », organisés selon l'identification théorique jugée appropriée; les rapports, qui prirent souvent la forme d'interventions contradictoires, ramènent la discussion dans l'optique des problèmes-à-régler. Le tout ne va pas sans tiraillements ni discordances. Enfin, la plus grande difficulté tient à la notion de vie quotidienne. La lecture du recueil m'a laissé tout aussi perplexe que je l'étais auparavant. Les recherches philosophiques bien connues de Karel Kosik et de Henri Lefebvre ne m'avaient pas convaincu de la pertinence du concept pour l'analyse sociologique. Considérant l'amplitude du terrain couvert par les communications présentées, considérant aussi que pas un auteur n'a repris à son compte l'idée de vie quotidienne, je crois bien ne pas être le seul à me trouver embarrassé. Relevons cependant que les travaux des chercheurs ne sont pas des recherches théoriques mais des analyses de cas, plus ou moins descriptives (plutôt plus que moins), plus ou moins critiques (même remarque) quant à la pratique des appareils d'État. Cela explique sans doute l'absence, que le lecteur trouvera gênante, de réflexion sur l'idée centrale du colloque. Il s'agit vraiment d'*aspects* de la vie quotidienne. Qu'on en juge.

Le premier thème (pp. 25-158) s'intitule « Dimensions historiques, économiques et sociales déterminant les modes de vie ». On y trouve des travaux sur la modification des modes de vie des ouvriers lorrains en fonction des changements apportés à l'organisation des procès de travail, mais on parle aussi de la vie des cadres, on y trouve une réflexion sur la retraite, sur le logement, sur les maladies urbaines au XIXe siècle, sur les besoins sociaux et la consommation. De façon générale, il s'agit là de très bons exemples du genre de textes qu'on retrouve dans les revues savantes.

Le ton change avec le deuxième thème (« Planification, normalisation et marginalités », pp. 159-252). On y cause du développement des politiques hygiénistes dans la France du début du siècle, des résistances rurales à la création du complexe de Fos-sur-Mer, de l'animation sociale et culturelle, de l'éducation des forces de travail, de la marginalisation des malades par l'institution hospitalière, des formes nouvelles du refus de la ville, de l'éducation des enfants handicapés, de l'habitat destiné aux « familles-problèmes ». Le titre de ce thème est parfaitement adéquat : l'ensemble des textes tend à montrer que les pratiques étatiques ne cherchent pas seulement à normaliser, à massifier, à rendre conforme, mais produisent aussi, et parfois volontairement, des exclus.

« Consensus social, contrôle social, conflits et déviances » (pp. 253-362) est le titre du troisième thème. Les auteurs y traitent du mépris de la culture ouvrière par les travailleurs sociaux, de la délinquance juvénile conçue comme produit de la désocialisation qui suit les entreprises de rénovation urbaine, de la violence en tant que dissidence sociale, des marginaux (mouvement social ni bourgeois, ni prolétaire), des rapports entre luttes urbaines et grèves dans l'entreprise, de l'emprisonnement des sujets sociaux dans des cadres normatifs hiérarchiques et, enfin, de la relation des luttes urbaines aux modèles politiques imposés par les structurations dominantes (partis et municipalités). Si on excepte le cas des mouvements sociaux urbains, la distinction entre ce thème et le précédent me semble reposer sur une différence entre déviant et marginal. Je ne peux m'empêcher de la trouver un peu mince, en tout cas pas assez explicite.

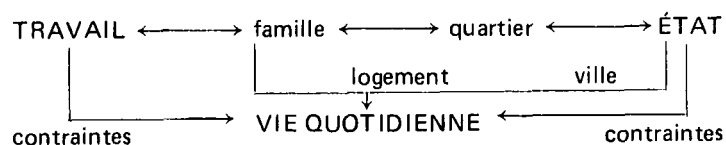
Dans le quatrième thème, « Famille, vie collective et nouvelles formes de socialité » (pp. 363-472), on trouve des recherches sur les programmes sociaux, politiques et éducatifs à destination des enfants, sur l'insécurité urbaine (surtout en rapport au mythe de la criminalité), sur le travail féminin, sur la crise de la famille conçue comme un éclate-

ment des quadrillages politiques issus de l'ère victorienne, sur l'apparition de nouvelles formes d'habitat (= de nouvelles formes de vie hors-travail. Voilà un aveu intéressant), sur la consommation (domaine de la vie quotidienne. Voilà un autre aveu intéressant) comme généralisation de la « société du simulacre », sur l'apparition d'un habitat « rural » à la périphérie des grandes villes. Ce sont les aménageurs qui durent être contents : voilà enfin des réflexions urbanistiques, voilà enfin qu'on parle de consommation, voilà enfin qu'on s'adresse à l'unité de compte statistique : le ménage.

Au cinquième thème, les organisateurs ont donné le titre ronflant de « Symbolique de l'espace urbain, ritualisation et production polysémique » (pp. 473-552). Je soupçonne qu'ils auraient voulu l'appeler « Autres » ou « Divers », tant les textes y sont décrochés des précédents. On y parle du jardin (ne pas confondre avec le potager) comme lieu/objet de production esthétique par les habitants, de la gestion étatique de la musique (classique/non-classique et surtout l'orphéon municipal) comme technologie visant à moraliser le peuple, du rituel et de la répétitivité dans le quotidien (comme quoi l'adaptation souple des habitants s'effectue d'abord par un procès d'appropriation symbolique), des modèles architecturaux comme technè de pouvoir, des investissements affectifs dans l'habitat qui le transforment en Habiter et, en dernier lieu, on parle de la transformation de leur logement par les habitants.

Voilà indiqués rapidement les grands traits du recueil. Je renonce à donner les détails des cadres théoriques des auteurs car on y retrouve à peu près tout. Il m'a cependant semblé déceler une nette prédominance des approches marxistes (en ses divers avatars), sémiotique et psychanalytique (le cas échéant, façon CERFI). Il faut faire la même remarque quant aux méthodologies, qui vont de la micro-étude saupoudrée d'observation participante (on sera heureux, dans cette revue, d'apprendre qu'il s'agit là de la méthode ethnologique) jusqu'à l'analyse macro-statistique, en passant par les diverses variantes du point de vue historien. On voit donc l'étendue du terrain couvert par ce colloque. Quelle qu'elle soit, la vie quotidienne semble, décidément, un bien vaste sujet. Il semble même que ce soit un sujet *intéressant*, du moins à en juger par le recueil : disons-le clairement, bien que les textes soient de valeurs inégales, ils sont dans leur grande majorité tout à fait passionnants... pour qui s'intéresse à la ville, à la France ou à l'État.

Nous voici revenus au problème d'origine. Que faut-il entendre par vie quotidienne ? D'une façon générale, les textes de ce recueil portent à croire que la vie quotidienne n'est pas une *chose*. Sans doute peut-on en parler comme d'un champ à l'intérieur duquel se déroulent les faits sociaux. Au vu des textes, on peut résumer la situation par un schéma qui fait l'économie de nombreux mots :



La vie quotidienne est, d'abord, la vie hors-travail et, ensuite, ce qui se trouve au-dehors de la structuration formelle des processus politiques. La définition, on l'aura remarqué, est négative; je subodore qu'en son noyau, la vie quotidienne ressemble à ce qu'autrefois on appelait les « relations primaires », horrible dictu. Par ailleurs, si la vie quotidienne est hors-État et hors-travail, elle entretient avec ces deux « champs » des rapports clairs : la structure de la vie quotidienne sera toujours déterminée par le jeu des *contraintes* que dressent les organisations politiques et productives. La sociologie de la vie quotidienne sera une sociologie des *effets* sociaux. Mais voilà : peut-on faire une science des épiphénomènes ? J'en doute. Quoiqu'il en soit, on n'a pas assez relevé dans ce livre que la catégorisation des objets n'avait rien de scientifique mais était le fait des impératifs

de pouvoir planifiés par l'appareil d'État. Je propose donc la piste suivante à la réflexion de ceux que la chose intéresse : la vie quotidienne est une catégorie politique plutôt que scientifique et participe des efforts de l'État vers le recouvrement total de la société par la machine technocratique. Pas surprenant que les sociologues marchent là-dedans. Moralités : la sociologie est aussi un discours social. Il n'est pas inutile de rappeler la place de la D.A.F.U. et du Ministère de l'Équipement dans l'organisation de ce colloque.

Pierre-André Tremblay  
Département d'anthropologie  
Université Laval

Melford E. SPIRO : *Gender and Culture : kibbutz women revisited*. Duke University Press, Durham, North Carolina, 1979, 116 pages.

Le livre de Spiro, son troisième sur le kibbutz, s'inscrit à la fois dans la tradition du grand discours en sciences humaines opposant nature et culture et dans le débat plus spécifiquement anthropologique sur le rapport hommes-femmes. De plus, il paraît à une époque où les femmes sont de plus en plus conscientes et actives dans la revendication de leurs droits, allant de l'égalité juridique et économique à l'autonomie.

Sur la base de données recueillies à l'occasion de deux recherches sur le terrain (en 1951 et en 1975), Spiro présente comme une contre-révolution menée par les femmes les changements survenus dans les kibbutz relativement au mariage, à la famille et à la division sexuelle du travail. L'auteur rappelle d'abord les prémisses idéologiques des fondateurs et pionniers du mouvement kibbutzim : pour établir une société égalitaire dans tous ses aspects, y compris l'égalité entre les sexes, il est nécessaire d'abolir la division sexuelle du travail et de modifier les institutions du mariage et de la famille. À la collectivisation des moyens de production, on a ajouté la prise en charge par la communauté d'une partie des tâches servant à la reproduction matérielle de l'individu (service de buanderie et de cafétéria, etc...), de la socialisation et de l'éducation des enfants, afin de libérer la femme du « joug » de la famille et la rendre disponible pour d'autres tâches. Les femmes du kibbutz n'auraient plus à assumer leur identité dans les rôles traditionnels d'épouse et de mère mais comme membre de la communauté, sans distinction sexuelle.

Dans un premier temps, Spiro compare les idéaux, l'attitude et le comportement des pionniers et ceux des sabras (ceux qui sont nés au kibbutz, soit les deuxième et troisième générations de kibbutznikim et constate que l'idéologie du déterminisme culturel s'est très tôt heurtée à la variable biologique. Une première division sexuelle du travail est apparue quand les femmes ont peu à peu délaissé les travaux agricoles demandant une grande force physique – les hommes étant plus productifs dans ce domaine – et cette division s'est accentuée à mesure que la population, surtout le nombre d'enfants, augmentait. Les services exigeant de plus en plus de main-d'œuvre ... féminine, une polarisation sexuelle s'est faite entre les travaux productifs et improductifs.

La société égalitaire conçue par l'idéologie socialiste des pionniers présuppose une participation égale des femmes dans les activités politiques de la communauté. Là encore, Spiro constate que le but n'a jamais été atteint, même dans les débuts du kibbutz, et qu'il y a même une diminution du nombre relatif des femmes occupant des postes de direction et de supervision dans les secteurs économique et politique. L'auteur explique ce fait non seulement par un manque de connaissance et d'expérience des pionnières dans les secteurs productifs, (essentiellement l'agriculture au début), situation qui s'est